

Questions orales

tion avec les ministres provinciaux. Je leur ai indiqué que des bureaux régionaux supplémentaires seraient ouverts dans le courant de cette année financière.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES**LES SECOURS ALIMENTAIRES À CERTAINS PAYS
AFRICAINS**

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu de la demande d'aide urgente de la part de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture en cas de famine dans cinq pays africains de l'Ouest où quelque dix millions d'habitants sont soit morts, soit sous-alimentés, y a-t-il quoi que ce soit que le ministre puisse faire pour donner l'exemple à ses collègues canadiens et aux autres pays en vue d'apporter une aide à ces régions en difficulté?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons déjà prévu cette question. Comme je l'ai annoncé à Moncton vendredi, nous avons déjà fourni une aide alimentaire de 2.5 millions de dollars aux régions entourant le Sahara. Nous sommes prêts à donner une suite favorable aux demandes d'aide car la situation est très grave.

* * *

LA CAPITALE NATIONALE**L'ÉTUDE DU PROJET D'ADMINISTRATION RÉGIONALE**

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Le gouvernement a-t-il pris une décision en ce qui concerne la nomination d'un groupe d'étude spécial pour étudier la faisabilité de la mise en valeur d'un district de la capitale nationale, groupe qui doit être dirigé par M. Douglas Fullerton, le président actuel de la Commission de la capitale nationale?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, on donnera des précisions plus tard, mais le gouvernement pense qu'à l'heure actuelle il faut faire une étude sur la future administration de la région de la capitale nationale. La personne qui doit s'en charger est le président de la Commission de la capitale nationale. Toutefois, une annonce officielle sera faite en temps opportun. Comme d'autres députés, j'ai senti depuis longtemps la nécessité d'un tel rapport, à savoir, la nécessité d'une enquête parlementaire sur la marche et le rôle de la Commission de la capitale nationale et sur les changements qui devraient être apportés à la loi.

* * *

L'AGRICULTURE**DEMANDE D'AUGMENTATION DES CONTINGENTS DE
LIVRAISON DE CRÈME—LES MESURES ENVISAGÉES**

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné que le Canada a importé des millions de tonnes de beurre et que nous avons un surplus de lait écrémé au pays, le ministre peut-il informer la Chambre

[M. Gillespie.]

dès qu'il le pourra sur la manière dont il envisage d'aider les expéditeurs de crème à continuer ou peut-être augmenter les contingents au Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre. On pourrait autoriser le ministre à donner une brève réponse à la question posée par le député. Je ne tiens pas à ce qu'il fasse une longue déclaration qui normalement devrait être faite à l'appel des motions. Après la réponse du ministre, la présidence donnera la parole au député de Comox-Alberni et ensuite au député de Davenport.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je répondrai aussi brièvement que possible. La majeure partie de cette politique est déterminée par la Commission canadienne du lait. Celle-ci sera dans une meilleure position pour le faire, parce que je recommande la nomination d'une personne de l'Ouest du Canada.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES**LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES AU SUJET
DES PÊCHES**

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures sur nos arrangements réciproques de pêche avec les États-Unis. Cela donnera au ministre l'occasion de faire un peu plus que de hocher la tête du nord au sud. Au juste, quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises en vue de la tenue de nouvelles discussions avec les États-Unis au sujet de l'arrangement réciproque de pêche dont le sort est si incertain actuellement?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je partage l'avis du député. Les négociations que nous avons eues avec les États-Unis ont été très difficiles. Elles ne sont pas encore terminées. Nous pensons rencontrer encore une fois les Américains avant la fin du mois, bien en avance de la limite du 15 juin que prévoit l'accord. Dans le même ordre d'idée, nous avons également eu des discussions au sujet du saumon, en particulier, et celles-ci ont encore été plus difficiles. Le gouvernement a l'intention de reprendre ces négociations en temps utile.

**LES DROITS DES É.-U. QUANT À LA PÊCHE AU SAUMON DU
FRASER—LA POSITION DU CANADA**

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Le secrétaire d'État aux affaires extérieures dira-t-il à la Chambre si le Canada va prendre une position non équivoque en réponse aux États-Unis qui affirment avoir des droits perpétuels relativement à la pêche au saumon du Fraser?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'hésite toujours à faire des déclarations publiques concernant une attitude adoptée à l'occasion de négociations. Je n'ai pas l'intention de le faire maintenant. Je puis dire au député que nous défendrons les droits du Canada avec autant de vigueur que lui-même peut le faire.

M. l'Orateur: La présidence donne la parole au député pour une dernière question sur ce sujet, puis la parole ira au député de Davenport. Il y aura peut-être une dernière question avant de passer à l'ordre du jour.